



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 20 novembre 2017

**Discours de M. Edouard PHILIPPE, Premier ministre  
au Conseil National de l'Industrie  
Bobigny - Lundi 20 novembre 2017**

**Seul le prononcé fait foi**

Mesdames et messieurs les Ministres,  
Monsieur le vice-président du Conseil National de l'Industrie, cher Philippe Varin,  
Monsieur, si je puis dire, le vice-président sortant, cher Frédéric Saint-Geours,  
Mesdames et messieurs les présidents,  
Mesdames et messieurs,

Monsieur le Président directeur-général, cher Jacques Aschenbroich, merci de nous avoir fait découvrir aujourd'hui ce que vous tramez dans vos laboratoires à Bobigny et comment vous préparez notre avenir, l'air de rien.

Le plaisir et la fierté de fabriquer le monde de demain, de transformer la vie quotidienne de nos concitoyens et de donner vie aux rêves les plus fous – celui du véhicule autonome par exemple –, nous les avons touchés du doigt ce matin et je vous en remercie.

L'ancien maire du Havre que je suis pourrait vous raconter des dizaines d'histoires havraises sur l'industrie. Des histoires de succès, des histoires de fierté, des histoires de champions internationaux dans leurs domaines : je pense aux ateliers des frères Mazeline, créés en 1844, et qui existent toujours dans le domaine des compresseurs pour l'industrie du pétrole et du gaz ; je pense à Fouré-Lagadec, fondé en 1922, spécialisé en chaudronnerie et maintenance industrielle, qui emploie aujourd'hui plus de 1600 personnes et vend ses produits dans le monde entier ; Ou encore, à la Sidel, fondée en 1965 et qui emploie 3400 personnes et qui embouteille partout dans le monde l'eau chinoise, américaine ou européenne ! Sans compter les grands fleurons nationaux tels que Air Liquide, EDF, Eiffage ou Total qui ont trouvé leur bonheur au Havre.

Le problème, c'est que je pourrais vous raconter aussi des histoires qui finissent mal : celle des frères Caillard, qui sont les premiers à avoir installé des grues sur le port du Havre en 1859 mais qui ont fermé leur portes en 2001, celle des Ateliers Normand, celle des Tréfileries et Laminoir du Havre, ou celle encore des Corderies de la Seine, ont tous mal fini.

Si je vous parle de ma ville, ce n'est pas seulement parce que j'y suis attaché, c'est parce qu'elle m'a appris ce que représente l'industrie pour un territoire. J'y ai appris que l'industrie

fait vivre un territoire, que l'industrie lui donne des repères dans un monde tourmenté, que l'industrie donne aussi une souveraineté et une autonomie stratégique à notre pays. J'y ai appris que l'industrie permet le progrès : le progrès au quotidien, le progrès en matière de santé, le progrès en matière de mobilité, le progrès en matière d'énergie et d'environnement ...

J'y ai aussi appris que l'industrie donne une certaine fierté : fierté de voir les sirops Monin produits dans une nouvelle usine à Bourges vendus dans tous les bars du monde, de Paris à Shanghai ; fierté que la nouvelle usine Hennessy en Charente permettra au cognac français de se développer ; fierté de voir les verres Duralex de notre enfance produits en France s'arracher comme des petits pains à Séoul ; fierté de diffuser un peu de « French Fab » partout dans le monde.

Mais ce n'est pas seulement par fierté qu'on veut une industrie dans ce pays et qu'on ne va pas lâcher l'industrie de notre pays.

Quels sont les problèmes auxquels un Premier Ministre fait face en France en 2017 ? J'en vois trois principaux, qui occupent une large partie de mon temps. Et je crois que sur ces sujets, l'Etat et l'industrie doivent pouvoir s'aider.

Le premier, c'est le sentiment d'abandon de certains de nos concitoyens, qui estiment que le pacte républicain se fissure.

Le deuxième, c'est le chômage de masse qui casse des territoires et des familles.

Le troisième, c'est la dégradation de nos comptes publics, et la nécessité de les redresser urgemment, notamment pour gagner en marges de manœuvre dans notre action publique et pour gagner en crédibilité vis-à-vis de nos partenaires européens.

On peut imaginer toutes les solutions palliatives que l'on veut à ces trois problèmes. Mais force est de constater que développer l'industrie de notre pays est aussi et avant tout une manière durable et profonde de répondre à ces questions. Et c'est pour cela que je veux une industrie plus forte dans un pays plus fort.

Au Havre, à Bobigny, à La Souterraine, à Grenoble, à Saint-Nazaire, à Bourges : partout, l'industrie permet la reconquête.

Une usine vaut mille plans de revitalisation locale.

Aujourd'hui, quand une usine s'installe en France et il y en a eu une centaine depuis le début de l'année, il y a deux chances sur trois qu'elle s'installe à proximité de petites et de moyennes villes. Précisément là où on en a le plus besoin. Alors que quand une activité de services s'installe, elle a neuf chances sur dix de s'installer dans une métropole.

Cette conquête, cette reconquête, elle ne vaut pas que pour le territoire national : la France a besoin de son industrie pour redevenir une grande puissance exportatrice. Si, pour ne citer qu'eux, Airbus (qui vient de décrocher la plus grosse commande de son histoire), Sanofi et LVMH sont aux avant-postes de notre dynamisme commercial, force est de constater que le manque de compétitivité de notre industrie à l'export pénalise et dégrade durablement nos comptes publics et handicape notre action.

Voilà très simplement pourquoi on veut d'un pays industriel, voilà pourquoi je suis venu vous exposer notre ambition pour l'industrie, voilà pourquoi on ne va pas lâcher notre industrie. Voilà pourquoi une France sans usines n'est pas une option pour répondre aux défis posés à un Premier Ministre en 2017.

Je souhaite que l'on mesure clairement notre responsabilité collective aujourd'hui même.

Le nouveau Conseil National de l'Industrie que nous installons ce matin est essentiel à notre pays. Je vous remercie, mesdames et messieurs qui avez accepté d'en devenir les membres, car je sais que vous avez accepté de mettre à profit votre temps, vos compétences, vos expériences pour poursuivre ce travail dans les semaines et les mois à venir.

Je dis « mesdames et messieurs », car je me permets de souligner un fait statistique simple mais important.

Nous avons souhaité respecter la parité au sein du Conseil National de l'Industrie. J'ai nommé 25 membres. 12 sont des femmes.

Nous devons en effet montrer l'exemple car il y a encore trop peu de femmes dans les comités exécutifs des entreprises industrielles, sans doute trop peu de jeunes filles parmi les jeunes vocations, trop peu de représentantes dans les organismes représentatifs de l'industrie, y compris chez les partenaires sociaux. C'est un autre défi que l'industrie doit relever.

Mais revenons à notre sujet principal du jour.

Il faut le dire. On n'a collectivement pas fait assez pour l'industrie. L'industrie française est désormais au 8<sup>ème</sup> rang mondial. Elle est derrière l'Italie. Et demeure trois fois plus petite que l'Allemagne.

La production industrielle, le moral des chefs d'entreprise, l'investissement frémissent depuis quelques mois vers le haut.

Les carnets de commandes n'avaient plus été aussi fournis depuis 2008. Le taux d'utilisation des capacités est très au-dessus de la moyenne. L'hémorragie du nombre d'emplois industriels semble s'être arrêtée depuis le début de l'année. Nous ouvrons désormais davantage de sites industriels que nous en fermons.

Très bien.

Mais la vérité, c'est que la production manufacturière reste encore 7 % en dessous de son niveau d'avant crise. La vérité, c'est qu'un million d'emplois ont été perdus dans l'industrie depuis 1995 et 2013. La vérité, c'est que les chocs industriels de ces dernières décennies ont été d'une brutalité extrême pour les Français, leurs familles, et plus largement leurs bassins d'emploi. Et que notre industrie est encore vulnérable.

Pourquoi ? Parce que, par-delà les odes à l'industrie et les slogans du redressement productif, on a souvent privilégié la communication colbertiste aux actes d'un Etat partenaire. Parce qu'on n'a pas toujours su avoir le réflexe « *industrie* » dans nos décisions. Parce qu'on a souvent préféré les gains de pouvoir d'achat du « *made in world* » aux emplois « *made in France* ». Et finalement, parce qu'on a oublié l'un des moteurs de l'économie française.

« Comment avance-t-on alors ? »

Notre situation actuelle n'est pas une fatalité. Pour peu que nous conduisions une politique d'ensemble pour l'industrie, à même de s'attaquer aux vraies causes de son déclin. Pour peu que nous préférions les actes aux déclarations d'intention.

Quelles que soient les difficultés du passé, ce Gouvernement, moi-même, Bruno Le Maire, Benjamin Griveaux, l'ensemble des ministres venus en nombre ce matin, sommes lucides, optimistes et résolument engagés à vos côtés pour avancer.

Notre ambition pour l'industrie est forte. Mais notre rôle a changé. Le rôle de l'Etat n'est plus de lancer le plan « *Calcul* », le plan « *Minitel* » ou le plan « *TGV* ».

Ce n'est plus de planifier la production industrielle, ni même de définir les technologies du futur. Nos filières sont désormais ouvertes sur la concurrence internationale, Atos ou Alstom savent ce que cela veut dire.

Je suis un fervent défenseur de l'industrie française. Je vous le dis comme ancien salarié d'un grand groupe industriel. Je vous le dis comme ancien élu d'un territoire industriel.

Je vous le dis comme Premier ministre. Mais le contexte a changé. Ce que vous pouvez attendre de moi a changé, ce que je peux attendre de vous a changé.

Alors je ne vais pas vous proposer un nouveau pacte, un nouveau choc, ou que sais-je encore... Industriels, vous préférez les actions aux concepts. Figurez-vous que moi aussi...

Je vous propose que nous nous fixions 5 objectifs clairs et concrets ensemble :

D'abord s'écouter vraiment et régulièrement au sein d'un CNI renouvelé

Nous avons décidé de « muscler » ce Conseil National de l'Industrie, et de le doter d'un comité exécutif réduit, pour avancer plus rapidement et de façon plus agile. Il se réunira tous les trois mois, la prochaine fois donc dès le 26 février.

Je salue à cette occasion le travail accompli par Frédéric Saint-Geours, et je remercie Philippe Varin d'avoir pris le relais.

Je remercie également Philippe Darmayan, qui a travaillé d'arrache-pied avec Philippe Varin et Frédéric Saint-Geours pour créer France Industrie, qui est enfin l'instance unique de représentation des employeurs de l'industrie, dont nous avons tant besoin.

Ensuite, travailler ensemble sur la compétitivité de l'industrie

C'est un point-clé ; nous avons voulu avancer rapidement durant ces six premiers mois en entreprenant une transformation en profondeur du dialogue social et du droit du travail, accompagnée d'une réforme fiscale majeure pour encourager l'investissement et la prise de risques ; nous avons également lancé le Grand plan d'investissement de 57 milliards d'euros ; nous avons pérennisé le Crédit Impôt Recherche.

Tout ce que nous avons entrepris ces six derniers mois est destiné à créer un impact très positif sur l'industrie. Et nous sommes prêts à continuer. A vous donner les armes dont vous avez besoin pour vous battre. Pas pour tout changer encore, parce que vous avez aussi besoin de stabilité, mais pour amplifier l'effet des transformations engagées.

Nous sommes prêts à ouvrir la réflexion, avec les collectivités, sur la fiscalité de production, qui n'est pas incitative. Une réflexion en ce sens sera lancée au sein du Conseil National de l'Industrie en 2018.

Nous sommes prêts à poursuivre la baisse des charges, y compris pour les salariés au-dessus de 2,5 SMIC, mais seulement lorsque nous aurons rétabli la situation de nos comptes publics.

Nous sommes prêts à travailler avec vous dans le cadre des débats qui auront lieu en 2018 sur la programmation pluriannuelle de l'énergie pour continuer à garantir aux entreprises un prix de l'énergie compétitif

Mais nous avons besoin de vous pour avancer sur tous ces sujets. Nous avons besoin que vous puissiez montrer aux Français que ce n'est pas une « *faveur* » qui vous est accordée. Nous avons besoin de montrer que les efforts consentis par les Français permettent de créer des emplois, de localiser des investissements, de relocaliser les activités. Bref, de réparer notre pays.

Notre ambition pour l'industrie doit s'inscrire de plain-pied dans la réalité actuelle, celle d'un monde globalisé.

Nous souhaitons que notre industrie se projette à l'international. Et pour cela, nous annoncerons, dans les semaines à venir, un renforcement de notre dispositif public d'accompagnement et de financement à l'export.

Nous souhaitons également être attractifs et accueillants pour les investisseurs et les industriels étrangers.

Mais nous ne serons pas naïfs pour autant, et je peux vous dire que le Gouvernement restera attentif à ce que les engagements qui sont pris lors d'investissements en France soient respectés. Et que les centres de décision de nos entreprises en général, et de nos champions industriels en particulier, demeurent en France.

Nous avons ainsi convaincu Constellium, l'ex-Péchiney créé en 1855 en Camargue, de réfléchir à relocaliser en France son centre de décision.

Car oui, l'industrie, ce ne sont pas que des usines. Ce sont aussi des centres de décision, des centres de R&D comme nous en visitons un ce matin.

Ces derniers mois, des entreprises aussi diverses que Continental à Toulouse, Fujitsu à Saclay ou le russe Superox à Gardanne ont ouvert des centres de R&D en France et ainsi contribué au dynamisme de notre économie et de notre industrie.

Par ailleurs nous n'hésiterons pas à monter au créneau en cas de menace d'OPA sur des champions français. Et cette vigilance ne concernera pas uniquement les secteurs de la défense ou de la sécurité.

Elle vaudra pour tous les secteurs, y compris par exemple l'agroalimentaire ou les cosmétiques, dès lors que l'ancrage territorial des groupes concernés, leur dynamisme à l'exportation ou leur appartenance symbolique à la « marque France » le justifient. On m'a demandé dans une émission de télé si les shampoings ou les yaourts étaient stratégiques. Non, mais ceux qui les produisent, si !

Pas de naïveté donc, dans notre approche du monde, mais en contrepartie, une ouverture franche à l'Europe. Je voudrais faire un plaidoyer en faveur de notre politique européenne de l'industrie.

Le Président de la République est très clair sur ce point : ce sujet de la protection de nos intérêts, nous devons le défendre au niveau européen. L'Europe de l'industrie n'est pas un vain mot.

C'est d'ailleurs précisément sur ce socle industriel, le charbon et l'acier, qu'elle a été bâtie.

Je sais que la Commission y est sensible, mais nous devons aller plus loin. La dimension européenne est essentielle pour l'industrie, et de nombreux pays partagent nos vues.

Nous devons travailler ensemble sur des sujets tels que le contrôle des investissements étrangers, la réciprocité commerciale, et la création de champions européens.

Aucun pays européen n'a les moyens de soutenir seul la recherche et l'industrie à la hauteur de ce que font les gouvernements chinois ou américain. Je souhaite que nous fassions cause commune sur le développement volontariste de nouvelles filières industrielles.

Je souhaite que les programmes actuellement en discussion au niveau européen s'orientent dans cette voie.

C'est pourquoi le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, prendra l'initiative de réunir au printemps prochain ses homologues ministres en charge de l'industrie. Le Conseil National de l'Industrie sera chargé de préparer cette réunion.

J'ai demandé à Frédéric Saint-Geours, de porter ce flambeau et d'y travailler. Et je le remercie d'avoir accepté cette mission essentielle.

Nous organiserons également au mois de mars, du 27 au 30 pour être précis, un grand salon international de l'industrie à Villepinte. Avec plus de 50 000 visiteurs attendus et des industriels du monde entier, ce salon sera le plus grand salon industriel généraliste en France.

Il permettra de promouvoir le savoir-faire de nos entreprises de la « French Fab » et de leur offrir les meilleures conditions pour leur développement à l'international.

Nous en profiterons pour organiser, avec la Commission Européenne, un forum sur la transformation numérique de l'industrie.

Ce sujet de la transformation de l'industrie est clé.

Les nouvelles technologies et les nouvelles opportunités économiques nous donnent une chance historique de rebattre les cartes de l'industrie et de redonner aux Français une « envie d'industrie et de progrès technologique ».

La *French Fab* a vocation à embarquer toutes les entreprises qui veulent monter à bord de cette transformation, toutes celles qui veulent innover, se développer à l'international et porter haut et fort les couleurs de l'industrie française.

Je souhaite que l'on puisse inciter l'intégralité de nos PME et ETI industrielles, soit 25 000 entreprises, à s'engager dans cette démarche d'ici 2020. C'est la mission que je confie à Philippe Darmayan et à ses équipes de « *l'Alliance French Fab pour l'industrie du futur* », d'aller frapper à la porte de l'ensemble des entreprises de notre territoire et les convaincre de

sauter le pas, de se transformer et de se moderniser en leur apportant l'expertise ou les conseils dont ils ont besoin.

Nous avons vu la transformation de l'industrie à Amiens, où le site de Whirlpool se transforme en saisissant les opportunités liées à l'Internet des objets. Nous l'avons vue à Florange où les laminoirs et les lignes de revêtements sont désormais saturés grâce aux investissements réalisés par ArcelorMittal conformément aux engagements pris en 2012 avec le gouvernement.

L'arrêt de certaines activités industrielles n'est pas incompatible avec une politique de développement industriel, au contraire : la transformation de l'industrie va s'accélérer, soyons-en certains. Nous mettrons donc en place au cours de ce quinquennat les sécurités nécessaires pour que : 1) il soit toujours plus facile de transformer un site que l'abandonner et de repartir de zéro ; 2) en toutes circonstances, personne ne soit laissé pour compte dans ces mutations industrielles.

La transformation de l'industrie implique de nouvelles organisations du travail, et surtout, de nouvelles compétences pour les salariés. Là aussi, le gouvernement répond présent, avec un plan de formation de 15 milliards d'euros.

Quand j'entends par exemple que Bénéteau, leader français du nautisme, cherche 500 salariés pour ses 19 sites français, il faut s'assurer que notre système soit suffisamment réactif pour accompagner cet essor et apporter à Bénéteau les compétences dont il a besoin.

Parce que les entreprises sont les mieux à même d'évaluer leurs besoins, nous souhaitons aussi donner davantage de responsabilité aux branches en matière de formation et d'apprentissage, qui sont aujourd'hui les meilleurs vecteurs d'insertion professionnelle. C'est l'objet de la concertation que nous avons lancée le mois dernier.

Notre ambition pour l'industrie, je souhaite que nous la portions aussi avec les Régions et les métropoles qui sont des acteurs importants de cette transformation. Et je porterai le sujet de notre politique industrielle à l'ordre du jour de la Conférence nationale des territoires.

Pour construire les champions de demain, nous devons renforcer notre logique de filières et y diffuser la culture de l'innovation

Pourquoi ? Parce que les secteurs qui marchent (l'aéronautique, la cosmétique, la pharmacie, ...) sont ceux qui ont réussi à s'organiser en filières ; parce que c'est le bon cadre pour discuter entre entreprises, représentants des salariés et pouvoirs publics.

Parce qu'on ne peut pas faire Alstom sans penser filière ferroviaire : un tramway Alstom, c'est 3000 lots de sous-traitance ; mais aussi parce que c'est là, dans les filières, qu'on peut se préparer aux grands défis technologiques de demain et que l'on peut innover de la manière la plus efficace.

C'est pourquoi le gouvernement a prévu d'accompagner les filières en créant un Fonds pour l'industrie et l'innovation. Ce fonds sera opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il sera doté de 10 milliards d'euros au service de l'innovation de rupture.

Pour commencer, il sera alimenté en cash par le produit des récentes cessions de participations dans Engie et Renault.

Le solde, d'environ 8 milliards d'euros, sera constitué de participations publiques n'ayant pas vocation à être cédées mais versant des dividendes réguliers. Ces participations seront sorties du fonds au fur et à mesure que l'abondement tiré des cessions montera en puissance.

Le rendement annuel de ce fonds qui sera de l'ordre de 200 à 300 millions d'euros par an sera sanctuarisé pour garantir notre effort annuel en matière d'innovation et limiter toute tentation de rabot qui viendrait obérer nos capacités industrielles d'avenir.

Et pour trouver le meilleur usage possible à ce rendement et nous aider à le flécher vers les projets les plus prometteurs et les modalités les plus efficaces, nous avons sollicité trois personnalités issues d'univers très différents :

Stéphane Distinguin, PDG de l'agence d'innovation Fabernovel, Jacques Lewiner, directeur scientifique de l'ESPCI et Ronan Stéphan, directeur scientifique de Plastic Omnium. Ils doivent nous remettre leurs conclusions en janvier.

Pour redonner une impulsion d'ensemble à nos filières, nous allons par ailleurs lancer, au sein du Conseil National de l'Industrie, un audit des filières. Sous trois mois, je souhaite qu'on redéfinisse une cartographie de nos filières, une feuille de route et un pilote pour chaque filière. Nous officialiserons les adaptations nécessaires lors du prochain comité exécutif qui se tiendra le 26 février.

\*\*\*

Nous avons esquissé ces travaux ce matin pour le secteur automobile, premier secteur industriel de France en nombre de salariés.

Et je crois que ce que nous venons de faire pour l'automobile est assez emblématique de ce que nous devons faire ensemble pour chaque filière, dans les mois qui viennent.

Vous avez rappelé les défis du secteur automobile. Des véhicules de plus en plus connectés, de plus en plus autonomes, de plus en plus propres. Des technologies qui se croisent : la voiture de demain sera à la fois un centre multimédia, une capacité de stockage d'énergie et une intelligence artificielle.

La France doit être au rendez-vous de cette « révolution de la mobilité ». D'autant que de nouveaux acteurs sont sur la brèche : chimistes chinois, groupes du numérique américains...

S'agissant du véhicule autonome, les progrès sont rapides sur le plan technologique et la mise sur le marché de véhicules totalement nouveaux est envisageable dès 2020.

Mais cela requiert une transformation profonde du cadre réglementaire, un aménagement des villes et des territoires, une offre industrielle performante, une adaptation des compétences qu'il convient aujourd'hui d'accélérer.

C'est pour cela que nous avons nommé Anne-Marie Idrac haute responsable au véhicule autonome pour coordonner les travaux gouvernementaux français dans ce domaine. C'est pour cela également que nous avons retenu cette filière pour lancer la première feuille de route sectorielle du CNI. Anne-Marie Idrac et le comité stratégique de la filière automobile devront travailler étroitement ensemble.

Nous attendons leurs premières conclusions pour mai prochain.



S'agissant du véhicule électrique et plus particulièrement des batteries, il faut que nous soyons en capacité de faire émerger une offre européenne compétitive pour équiper les 9 millions de véhicules électriques qui seront en circulation en 2020.

On ne peut pas se contenter d'un recours à une offre asiatique, alors que la batterie représentera à l'avenir une partie importante de la valeur d'un véhicule. C'est stratégique, à la fois pour les Etats européens et pour les constructeurs, afin de sécuriser sur le long terme nos sources d'approvisionnement. Nous devons donc travailler ensemble et en franco-allemand. Je sais que les constructeurs français y sont prêts.

\*\*\*

Comme nous avons commencé à la faire ce matin pour l'automobile, nous devons être capables de tracer la feuille de route de chaque secteur, d'identifier des objectifs clés, de construire des démarches de R&D, de préparer les investissements nécessaires et les compétences de demain.

Ainsi, nous lancerons progressivement d'autres sujets dans le programme de travail du Conseil National de l'Industrie :

- Comment, sur la filière électronique, préparer les composants du futur qui seront sur tous les objets connectés dans dix ans ? Et poursuivre le dynamisme de l'écosystème grenoblois, où STMicroelectronics a notamment embauché 300 personnes en 2017 ?
- Comment préparer les modes de transport du futur, avec les filières aéronautique, ferroviaire, naval ?
- Comment se positionner sur les biotechnologies ? Nous réunirons cet été à Paris le 8<sup>ème</sup> CSIS, le Comité Stratégique des Industries du Santé, avec comme objectif de faire de la France un territoire d'excellence pour attirer et développer les solutions de santé de demain.
- Comment, en matière énergétique, concilier les intérêts industriels de la filière et l'impératif de la transition écologique et de la sécurité de la production ? Quelle place à l'avenir pour les activités de dépollution des sites et de démantèlement des centrales ?
- Comment inventer le code minier du futur, qui nous permettra de concilier exigences environnementales et activité économique ?

Mesdames et Messieurs,

Parce que notre ambition pour la France est forte, notre ambition pour l'industrie française est forte.

Elle peut s'appuyer sur des atouts exceptionnels : humains, scientifiques, technologiques, géographiques.

Elle peut s'appuyer sur une volonté commune de reconquérir le terrain perdu dans certains domaines au cours des dernières années et surtout, de conquérir ensemble de nouveaux territoires en termes de créativité, d'innovation, mais aussi d'usages pour tous les Français et pour tous les utilisateurs de produits ou de solutions françaises dans le monde entier.

Se déplacer de manière plus rapide et plus sûre, respirer un air plus pur, trouver des traitements pour des maladies aujourd'hui incurables, communiquer plus facilement avec un nombre toujours plus large de personnes.

Voici ce que l'industrie peut nous offrir demain.

L'industrie a changé, le Gouvernement aussi a changé.

Ce Gouvernement veut bâtir un Etat partenaire, qui libère et protège, qui écoute et tient parole, qui incite et encadre, qui défend les intérêts français et joue le jeu de l'Europe.

C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui et nous serons demain à vos côtés pour que l'industrie française retrouve son rang au niveau mondial, qu'elle soit un motif de fierté pour tous les Français et surtout qu'elle se projette, et nous projette avec elle, dans un futur de progrès et de bien-être collectif.

Merci pour votre attention.